

Microsoft, Visa, Google... Et si Trump décidait de tout couper en France ? Ce qui pourrait vraiment se passer

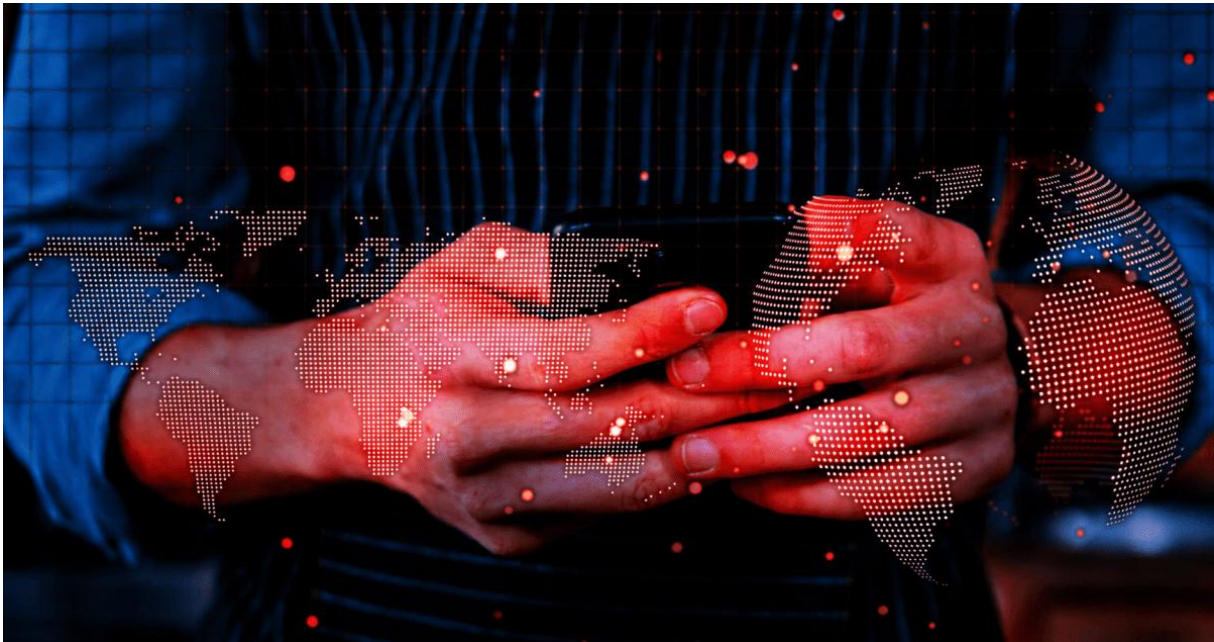
Face à un président états-unien qui peut couper tout service numérique et moyen de paiement à des individus, entreprises ou administrations par simple décret, dresser un état des lieux de nos dépendances et vulnérabilités se révèle plus que jamais urgent.

[Social et Économie](#)

Publié le 30 avril 2026 Journal l'Humanité

[Pierric Marissal](#)

0:00 / 8:24



Les trois quarts du marché du cloud européen sont entre les mains de trois acteurs : Microsoft, Google et Amazon.

© xVectorxFusionxArtx

Jamais notre dépendance aux services états-unien ne s'est faite aussi tangible et alarmante. Le récent témoignage de Nicolas Guillou l'a mis particulièrement en exergue. Sur simple décret du [président Donald Trump](#), toutes les personnes physiques ou morales aux États-Unis, leurs filiales et employés se sont vu interdire de lui fournir le moindre service. La raison ?

Simple : Nicolas Guillou, juge français à la Cour pénale internationale (CPI), chargé notamment de la situation en Palestine, a [approuvé un mandat d'arrêt](#) contre le premier ministre israélien Netanyahu. Onze magistrats de la CPI sont dans son cas, au milieu de membres de Daech et d'al-Qaida.

« Ce qui m'est arrivé démontre ce qui peut arriver à chacun d'entre nous. Ma vie personnelle est devenue le laboratoire, la vitrine de la perte de la souveraineté », a lancé, le 8 avril, [Nicolas Guillou](#) devant la commission d'enquête parlementaire sur les vulnérabilités systémiques dans le secteur du numérique en France. « En pratique, les conséquences ont surtout porté sur le numérique – tous mes comptes ont été fermés – et les moyens de paiement. Je me suis aperçu, à cette occasion, que les banques françaises ne pouvaient fournir de carte bancaire sans les

États-Unis, puisqu'elles étaient toutes Visa ou Mastercard. » Si le réseau carte bancaire (CB) existe toujours en France, toutes les banques se sont associées avec les géants nord-américains. Résultat : Nicolas Guillou n'a plus de moyen de paiement dans l'Hexagone.

Pour aller plus loin

- [Et si les USA nous débranchaient : « Il faut repenser notre rapport à la technologie », analyse la présidente de l'April](#)
- En débat : [Comment créer un service public du numérique ?](#)
- [Le renseignement français rempile pour trois ans avec Palantir, pionnière du technofascisme américain et financée par la CIA](#)
- [Intelligence artificielle : comment l'Europe s'est retrouvée dans les griffes de Palantir](#)

Privé d'assurance-santé

Certaines entreprises françaises, comme Axa, ont même fait du zèle. Pour éviter d'être épinglées par les États-Unis, elles se sont alignées sur les sanctions. La CPI étant un organisme international, non rattaché à un État, ses salariés ne sont pas couverts par un régime de sécurité sociale et ont recours à une assurance-santé privée.

À la suite des sanctions états-uniennes, Nicolas Guillou a eu la surprise de constater qu'Axa avait arrêté de rembourser ses dépenses de santé effectuées sur le sol européen – la CPI est à La Haye aux Pays-Bas. *« Le pire, c'est qu'ils ne m'ont même pas prévenu, ils ont juste cessé de gérer mes demandes. Si je vous dis cela, c'est qu'il faut réaliser qu'un citoyen français peut être désassuré en France s'il fait quelque chose qui déplaît aux États-Unis »,* alerte Nicolas Guillou.

Le juge a dû aussi s'excuser auprès de ses homonymes, tous ces « Nicolas Guillou » de France qui se sont vu couper leurs comptes sur les réseaux sociaux ou résilier leurs abonnements à des services vidéo, comme Netflix. *« Tous les mois, je découvre une nouvelle chose qui ne marche pas. Je voulais aller à un concert à l'Olympia, à Paris, mais il y avait une solution informatique américaine derrière la plateforme qui s'occupait de la vente des billets, alors je n'ai pas pu en acheter »,* soupire le juge. Plus possible non plus de réserver un hôtel français en ligne, par exemple.

Sur le même thème



Plateformes numériques : la France et l'Espagne répondent à l'administration Trump, suite aux sanctions visant 5 personnalités européennes

Même si notre dépendance aux outils technologiques états-unis ne date pas d'hier, « *l'urgence de faire cette commission d'enquête est vraiment incarnée par Trump et Musk* », explique Cyrielle Chatelain, la députée écologiste et rapporteure de ladite commission. « *D'un côté, on a [un président capable de toutes les extrémités](#), qui peut ordonner à des sociétés privées de ne plus fournir de services à des individus, des administrations ou des entreprises, sur un simple décret, comme d'imposer des barrières douanières arbitraires. Et, de l'autre, des géants de la big tech qui ne sont plus seulement des agents économiques, mais aussi des acteurs politiques qui utilisent leurs outils [pour faire campagne pour l'extrême droite](#)* », rajoute l'élue.

Auteur de l'essai « Numérique : stop à l'exploitation ! » (éditions le Temps des cerises), le sénateur communiste Alexandre Basquin partage le constat : « *Nous ne sommes plus dans l'économie, le numérique est devenu un outil géopolitique. À chaque projet de régulation ou décision qui déplaît à Trump, ils menacent. Et les chancelleries ont peur, refusent de rentrer dans un rapport de force* », déplore-t-il.

Plus de 80 % des technologies utilisées en Europe sont extra-européennes

De l'aveu de sa rapporteure, le but premier de la commission, qui durera encore plusieurs semaines, est de dresser un état des lieux de nos dépendances. « Je ne sais pas combien paie l'État à Microsoft chaque année, par exemple : est-ce que les mails de l'ensemble des services publics sont hébergés sur Outlook, donc Microsoft ? J'ai besoin de faire cette cartographie », pointe-t-elle.

Ce que l'on sait déjà fait froid dans le dos : plus de 80 % des technologies utilisées en Europe sont extra-européennes, a chiffré le rapport Draghi fin 2024. Les trois quarts du marché du cloud européen sont entre les mains de trois acteurs : Microsoft, Google et Amazon. Les services de la SNCF, de [Doctolib](#) ou encore de la Société générale sont hébergés chez ce dernier. Ce sont ces mêmes acteurs, avec Meta, qui sont à la manœuvre sur les nouveaux projets de câbles sous-marins et qui possèdent déjà plus du tiers de la capacité de transfert mondial. Après les services, ils mettent ainsi la main sur les infrastructures.

« *Et croire que des data centers seraient plus contrôlables s'ils étaient installés en France est illusoire. Cela n'empêche pas l'extraterritorialité* », a averti, devant la commission, Ophélie Coelho, chercheuse en géopolitique du numérique. Le président de Microsoft France l'a concédé à propos de nos données de santé que le géant héberge : sur injonction, elles peuvent partir aux États-Unis... « *Certes, les centres de données créent de la valeur, mais pour qui ? Même sur notre territoire, on reste les clients de ces entreprises, et ce qu'on leur donne, ils l'optimisent fiscalement* », poursuit la chercheuse.

Ces géants du numérique sont devenus des passerelles techniques obligatoires pour les opérateurs publics comme privés. Ils sont les intermédiaires obligatoires à nos accès, à notre sociabilité, à l'information et même aux services publics. La dépendance est telle que les géants de la big tech sont en position de nous imposer des usages.

Une étude du projet de recherche « Limites numériques » montre que jamais dans l'histoire une fonctionnalité n'a été aussi poussée que l'IA générative. Sans qu'on demande quoi que ce soit,

on subit des résumés IA de Google, Gemini est imposé sur les smartphones, ainsi que Copilot dans Windows...

Une servitude volontaire

Face à cette offensive, l'état des lieux des dépendances doit aussi être politique. La France et l'Allemagne ont tenu un sommet pour la souveraineté numérique fin 2025, mais qui a simplement accouché de la création « *d'un groupe de travail qui œuvrera à la définition commune de services numériques européens* », a déclaré Emmanuel Macron à sa clôture. « *La réaction politique est vraiment inquiétante, juge Cyrielle Chatelain. Le couple franco-allemand défend la directive omnibus numérique, qui vise à déréguler, casser les règlements européens et reprendre les revendications de la big tech en se cachant derrière le mot simplification* », déplore la députée.

Pour Alexandre Basquin, les mots sont souvent opposés aux actes. « *Le gouvernement invoque la souveraineté numérique, mais continue à passer des contrats entre Microsoft et l'éducation nationale, à confier nos données de santé au même Microsoft et à laisser la DGSi entre les mains de Palantir...* » Le sénateur communiste évoque une forme de servitude volontaire dans notre rapport aux géants états-uniens. « *Nous sommes dans une position de soumission. Mais on ne se rend pas compte de nos atouts dans ce rapport de force : nos usages. Il faut casser le narratif des géants du numérique qui nous affirment qu'on a besoin d'eux.* »

Sur le même thème



[Le renseignement français rempile pour trois ans avec Palantir, pionnière du technofascisme américain et financée par la CIA](#)

C'est un peu la mission de la Dinum (Direction interministérielle du numérique), modeste service rattaché à Matignon, au budget restreint mais aux grandes ambitions et quelques réalisations. On peut citer Tchap, une messagerie instantanée utilisée par 400 000 fonctionnaires, ou Visio, qui se base aussi sur des communs numériques, dont le déploiement est en cours dans les ministères.

La Dinum, elle-même, a annoncé le 8 avril dernier sa sortie de Windows au profit de postes sous système d'exploitation Linux. Il était temps. « *Et pourquoi ne pas se poser la question de dénumériser parfois ? propose Alexandre Basquin. Réserver nos usages du numérique là où il y*

a de vrais besoins et rouvrir des guichets d'impôts, remettre de l'humain au cœur des services publics... »

Avant de partir, une dernière chose...

Contrairement à 90% des médias français aujourd'hui, **l'Humanité ne dépend ni de grands groupes ni de milliardaires**. Cela signifie que :

- nous vous apportons des informations impartiales, sans compromis. Mais aussi que
- nous n'avons pas les moyens financiers dont bénéficient les autres médias.

L'information indépendante et de qualité a un coût. Payez-le.

[Je veux en savoir plus](#)